



ASSEMBLEE DES FRANÇAIS DE L'ETRANGER

UNION EUROPEENNE : LES NOUVELLES DE LA SEMAINE

Jean Pierre VILLAESCUSA

Président de la Commission de l'UE



Une semaine d'actualité

En difficulté, dans votre propre pays ou ailleurs le 112 est le numéro unique d'appel

Grèce. Rien ne va plus entre la troïka et Athènes

Le pays, sous perfusion depuis 2010, se retrouve privé d'un nouveau prêt d'un milliard d'euros.

Travailleurs détachés : la France arrache un accord à Bruxelles. Paris avait fait de ce sujet explosif une priorité. À cinq mois des élections européennes de mai 2014, la question est **un dossier politiquement sensible**.

Allemagne: Le vote des militants du SPD, était le dernier obstacle à une réélection de Mme Merkel pour un troisième mandat de quatre ans à la tête de la première économie européenne. Obstacle franchi allégrement avec un **"oui" avec près de 76% des voix**

Ukraine toujours. Une semaine de heurts. Opposants et partisans du pouvoir sont toujours face à face à Kiev. **JPV**

INSTITUTIONS

La phrase

Durant ces vingt derniers mois, j'ai pu constater que, partout en Europe, le nombre de nos concitoyens qui doutent et retirent leur **soutien à l'idée européenne** augmente chaque jour. **Or, si des peuples retirent leur soutien à une idée, l'idée est perdue.** L'Europe est menacée !" a martelé, mercredi 4 décembre, le président du Parlement européen, **Martin Schultz**.

L'Allemagne bloque la réforme de la protection des données

Les ministres européens de la Justice ne sont pas parvenus à trouver un accord sur le principe de « guichet unique ». Les espoirs de conclure un accord sur la protection des données avant le printemps prochain semblent minces.

Pour en savoir plus

L'idée était d'harmoniser les systèmes de protection des données grâce à un « guichet unique ». Ce qui permettrait aux entreprises qui opèrent dans plusieurs pays d'avoir accès plus facilement à une autorité unique de protection des données.

Mais, avec son approche fédéraliste, l'Allemagne s'est révélée la plus farouche opposante à la proposition d'un guichet unique. Elle a également reçu le soutien des ministres tchèques, danois et hongrois.

Dans le même temps, le Royaume-Uni et la Suède, partisans d'un guichet unique, affirment toujours que le règlement devrait être une directive, ce qui permettrait aux États membres d'avoir une plus grande flexibilité dans la transposition des règles.

COMMISSION/CONSEILS

Travailleurs détachés.

Après plusieurs rendez-vous infructueux, les ministres du Travail des 28 se retrouvaient lundi à Bruxelles pour une réunion vue comme celle "de la dernière chance". Il s'agit de lutter de manière coordonnée contre les abus concernant les travailleurs détachés provisoirement, en renforçant la directive de 1996.

Une puissante coalition conduite par la France et la Belgique, avec le soutien de l'Allemagne, réclame des changements qui frapperont de plein fouet les travailleurs détachés polonais. **Numéro un du détachement en Europe, la Pologne** envoie chaque année près de 250 000 travailleurs à l'étranger.

Paris a réussi à convaincre une majorité des capitales européennes de la nécessité d'une responsabilité solidaire des donneurs d'ordre et des sous-traitants en cas de fraude. "La décision est en tout point conforme à ce que souhaitait la France, nous avons maintenant les moyens de lutter contre les fraudes", s'est félicité Michel Sapin

Pour en savoir plus

Cette "responsabilité conjointe et solidaire" ne s'appliquera toutefois que dans le BTP, restant optionnelle dans les autres secteurs, comme les transports, l'agroalimentaire ou l'agriculture **La nouvelle directive sur le détachement des travailleurs met Varsovie dos au mur et** c'est le ralliement de la Pologne, pays stratégique en terme de nombre de voix, qui a finalement fait pencher la balance en faveur du camp mené par la France. 7 Etats (Royaume-Uni, Hongrie, République tchèque, Slovaquie, Lettonie, Estonie et Malte) ont voté contre ce que le commissaire européen László Andor a présenté comme de nouveaux "garde-fous contre le dumping social"

Bemol

Les charges sociales sont laissées à la charge du pays d'origine du travailleur, ce qui crée toujours une différence de coût important pour l'employeur. Il faut rappeler que le différentiel de charges sociales entre un pays comme la France et la Pologne peut aller jusqu'à 30% !» souligne le sénateur Eric Bocquet, auteur d'une résolution sur le sujet

PARLEMENT

Le ton monte entre les eurodéputés et Marine Le Pen sur le dumping social

La campagne pour les élections européennes s'est cristallisée sur la question des travailleurs détachés, alors que les eurodéputés se trouvent

26.02.2014

cette semaine au Parlement européen de Strasbourg pour la session plénière mensuelle. Le sujet continue de faire débat, surtout en France, après l'accord politique trouvé lundi lors d'un conseil européen des ministres du travail.

Pour en savoir plus

À Strasbourg, le sujet a fait l'objet d'un vif échange mercredi 11 décembre en séance plénière entre la présidente de la Commission de l'Emploi et des Affaires sociales, Pervenche Berès, et Marine Le Pen.

« Modifiée ou non, c'est pareil, la directive **est une bombe à fragmentation sociale terrifiante** » a assuré **Marine Le Pen** lors d'une conférence de presse, avant de déclarer qu'il fallait supprimer le texte en question.

Un texte qui est pourtant le fruit d'un long travail parlementaire, puisque ses modifications ont été négociées depuis 18 mois au Parlement européen, au sein de la Commission Emploi et affaires sociale présidée par Pervenche Berès.

ETATS

Allemagne

Le OUI du SPD à la « grande coalition »

Le parti social-démocrate allemand (SPD) a annoncé samedi que ses adhérents avaient approuvé dans un referendum interne le projet de gouvernement commun avec les conservateurs, ouvrant la voie à une réélection d'Angela Merkel pour un troisième mandat de chancelière.

La direction du SPD a annoncé une victoire du "oui" avec près de 76% des voix, dans le vote par correspondance organisé auprès de ses quelque 470.000 adhérents, lors d'une conférence de presse à Berlin. **Mme Merkel doit être réélue chancelière mardi,**

France

François Hollande prend ses distances avec le rapport sur l'intégration

Parmi les propositions chocs de ce rapport : le retour du voile à l'école ou encore «la reconnaissance de toutes les langues de manière identique», qu'il s'agisse du français, de l'arabe ou des langues africaines.

En Guyane, **François Hollande** a sèchement réagi à la diffusion de ce document explosif sur le site de Matignon. **«Ce n'est pas du tout la position du gouvernement»**,

Grèce

Un nouveau budget de rigueur pour 2014

Athènes peine à sortir de la crise. Le Parlement grec a adopté, samedi 7 décembre, un nouveau budget de rigueur pour 2014. Dans le même temps, les relations entre la Grèce et ses créanciers de l'Union européenne et du FMI se crispent. Au moment du vote du budget, l'Union européenne a jeté une ombre au tableau en annonçant que la troïka différait sa mission à Athènes, prévue au mois de janvier, entraînant le gel du versement d'un prêt d'un milliard d'euros

26.02.2014

Le pays, sous perfusion depuis 2010, se retrouve privé d'un nouveau prêt d'un milliard d'euros.

Hongrie

Naturalisation. Voici le cinq cent millième !

Le Premier ministre hongrois Viktor Orbán a accordé la citoyenneté hongroise à un Hongrois de Roumanie, le 5 décembre, lors d'une cérémonie au Parlement. Il s'agit de **la 500 000 ème naturalisation depuis le vote en 2010 de la loi permettant aux Magyars de souche vivant dans les pays voisins d'obtenir la nationalité hongroise.**

L'heureux élu, explique *Magyar Hírlap*, est le moine franciscain Csaba Bőjte, à l'origine de la Fondation Saint-François de Déva, dédiée à la sauvegarde et la socialisation des enfants de la rue et des enfants abandonnés.

République tchèque

Le Comité exécutif social-démocrate a approuvé l'accord de coalition

Lors d'une réunion au Palais des congrès à Prague, le Comité exécutif central de la social-démocratie a approuvé comme prévu l'accord de coalition avec le mouvement politique ANO et les chrétiens-démocrates

RELATIONS EXTERIEURES/ETATS HORS UE

Ukraine

Lénine tombe à Kiev

Les manifestants anti gouvernementaux à Kiev ont déboulonné la statue de Lénine qui trônait dans le centre de la capitale, et qui, selon eux, symbolisait la domination russe sur l'Ukraine,

***Mercredi**, les forces anti-émeute ukrainiennes ont dû quitter mercredi sous la pression des manifestants les alentours de la mairie de Kiev occupée par l'opposition et qu'ils avaient tenté de prendre d'assaut. Peu auparavant, les forces de l'ordre étaient intervenues dans la nuit pour déloger les manifestants de la place de l'Indépendance

***Le face à face dans un climat tendu continue ce samedi à Kiev**, après une table ronde avec le président Ianoukovitch, vendredi, un « simulacre » aux dires du champion du monde de boxe et dirigeant du parti Udar (la Frappe) Vitali Klitschko . Toujours ce Samedi, le maire de Kiev et d'autres encore, ont été révoqués après la dispersion violente d'une manifestation fin novembre... A suivre.

La probabilité d'une faillite de l'Ukraine augmente

C'est un aspect majeur de la crise en Ukraine : la dette. En 2014, le pays doit rembourser 7 milliards de dollars à ses créanciers : banques, institutions, etc. La Russie lui réclame également des arriérés de paiement sur le gaz naturel, pour un montant de 17 milliards de dollars.

Or ses réserves se creusent à grande vitesse. À la fin du novembre, elles atteignaient 18,79 milliards de dollars, après un effondrement de près de 10 % au cours de ce mois, selon la Banque centrale. La probabilité de faillite se rapproche donc, sans qu'une solution ne se dessine à court terme.

26.02.2014

L'Union douanière dans laquelle la Russie tente d'attirer l'Ukraine est l'embryon d'un projet d'Union économique eurasiatique cher au président russe Vladimir Poutine dans l'ex-URSS. D'autant qu'en 2011, les autorités russes ont annoncé leur volonté de transformer d'ici 2015 cette structure purement douanière en une Union économique eurasiatique, en faveur de laquelle avait plaidé Vladimir Poutine. "L'Union douanière est clairement vue par la Russie comme un moyen-clé de refonder l'espace post-soviétique", en proposant une alternative à l'Union européenne,

ECONOMIE/FINANCE

Berlin fait un petit pas vers une vraie union bancaire

L'Allemagne aurait accepté de reconnaître la Commission comme autorité centrale de la résolution bancaire, ouvrant la voie à un compromis. C'est un petit pas, mais dans le contexte actuel il compte. C'est un point sur lequel Berlin refusait jusqu'ici de céder, estimant que les choix sur le sauvetage ou la fermeture des banques en difficulté au niveau européen devait revenir au Conseil européen qui regroupe les chefs d'Etat et de gouvernement.

La BCE revoit la croissance à la hausse mais laisse ses taux inchangés

Sans surprise, la Banque centrale européenne a maintenu, jeudi 5 décembre, son principal taux d'intérêt directeur au niveau historiquement bas de 0,25 %, lors de sa réunion mensuelle de politique monétaire à Francfort.

La banque centrale a parallèlement revu en légère hausse sa prévision de croissance 2014, à 1,1 %, contre 1 %, et elle estime que la reprise devrait se poursuivre en 2015, avec une hausse de 1,5 % du produit intérieur brut

L'UE a le bitcoin à l'oeil

L'Autorité bancaire européenne a mis en garde les investisseurs contre les risques de brusques changements dans le taux de change et pour la sécurité informatiques des monnaies virtuelles telles que le **bitcoin**, rapporte *le Financial Times*. L'avertissement n'est que la seconde note de ce genre publiée par l'autorité basée à Londres et elle intervient au moment où les banques centrales sont confrontées à **une explosion des monnaies virtuelles** en dehors de tout contrôle. **Le cours de la crypto-devise est aujourd'hui très élevé** : un bitcoin se monnaie près de 78 euros, ce qui veut dire qu'un café n'en coûte qu'environ 0,02

ENERGIE/ENVIRONNEMENT

Bruxelles renonce à interdire la pêche en eaux profondes

Le Parlement européen a rejeté, mardi, l'interdiction de la pêche en eaux profondes. Si les armateurs se félicitent d'une décision qui permet de sauver des emplois, les écologistes déplorent un choix destructeur pour l'environnement.

La réforme des biocarburants en Europe renvoyée aux calendes grecques

26.02.2014

Les ministres de l'Énergie réunis à Bruxelles jeudi 12 décembre ont rejeté la réforme sur les agrocarburants. La France a soutenu le texte, aux vertus environnementales discutables.

C'est encore un échec pour la présidence lituanienne, et aussi un revers pour la France. La Belgique, le Danemark, la Hongrie, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Pologne ont voté contre, réunissant une minorité de blocage. Les parties prenantes s'étaient entre-temps déchaînées contre la proposition, qui tendait à limiter le taux d'incorporation des biocarburants dans l'essence à 7 % à terme.

SOCIAL/Pratique

L'UE assouplit les règles sur l'utilisation d'appareils électroniques à bord des avions

L'Agence européenne de la sécurité aérienne a adopté lundi de nouvelles orientations sur l'utilisation d'appareils électroniques portables tels que les smartphones, les tablettes et les liseuses à bord des avions. Elle confirme que ces appareils peuvent rester allumés en «mode avion» (connexions réseau coupées) pendant toute la durée du voyage (y compris les phases de roulage, de décollage et d'atterrissage) sans risque pour la sécurité

Ouverture du marché du travail.

En amont de l'ouverture du marché de travail de l'Union européenne aux travailleurs roumains et bulgares, le 1er janvier 2014, NRC **Handelsblad** se demande **si les Pays-Bas doivent s'attendre à un "tsunami" de Roumains et de Bulgares**, comme le font croire certains politiciens. Le quotidien, qui note que cette crainte est surtout alimentée par le grand nombre de Polonais venus en Grande-Bretagne depuis 2004, constate que les experts sont divisés mais semblent s'accorder sur le fait que le "tsunami" n'aura pas lieu.

Les États membres refusent le concept de « visa humanitaire

Les ministres des Affaires intérieures se sont penchés sur des mesures en vue d'éviter à l'avenir la tragédie de Lampedusa. Mais la lutte contre l'immigration a pris le dessus sur la protection des réfugiés.

Le **groupe de travail pour la Méditerranée** » a fait une proposition permettant aux demandeurs d'asile d'introduire une demande de visa à partir d'un pays non membre de l'UE. Elle leur épargnerait ainsi les parcours à haut risque, qui s'achèvent souvent en drame, comme à Lampedusa. Les États membres sont « moins enthousiastes » à l'idée de « visas humanitaires ».

BREVES

Edward Snowden va témoigner devant les eurodéputés

L'eurodéputé allemand Jan Philipp Albrecht vient d'annoncer qu'Edward Snowden, « le lanceur d'alerte » et acteur clef dans le scandale NSA, souhaite témoigner devant le Parlement européen.

Alain Lamassoure juge que l'Europe devrait définir une doctrine sur la Russie

26.02.2014

Ancien ministre et député européen depuis de longues années, Alain Lamassoure prend position sur le sujet de la relation entre l'Europe et la Russie, qu'il juge décevante.

« Du côté occidental, selon les humeurs de Moscou, on considère la Russie comme un pays dont on doit se méfier, ou comme un partenaire potentiel. Il serait bien que nous ayons une doctrine qui nous permette de parler véritablement à l'interlocuteur russe. »

La France ne pleurerait pas outre mesure le Royaume-Uni en cas de Brexit

La France n'empêchera pas le Royaume-Uni de quitter l'Union européenne. Voici ce qu'il ressort d'une simulation de « wargame » qui développe différents scénarios possibles dans le cas d'une sortie de Londres de l'UE à l'horizon 2017.

Une sonde spatiale chinoise s'est posée sur la Lune, une première mondiale depuis 1976

La sonde spatiale Chang'e-3 s'est posée aujourd'hui samedi sur la Lune, la Chine devenant la troisième nation mondiale à réussir un alunissage en douceur après les Etats-Unis et l'URSS,

PRESSE EUROPEENNE

Visas lettons pour investisseurs chinois

LE MONDE PARIS

Depuis 2010, les autorités de Riga délivrent des permis de séjour aux étrangers qui souhaitent investir dans l'économie locale. De nombreux Chinois ont ainsi acquis des biens immobiliers, obtenant le précieux sésame pour l'Europe.

La Lettonie, petit pays balte de 2 millions d'habitants, membre de l'Union européenne depuis 2004 et de l'espace Schengen depuis 2007, est-elle en train de devenir un portail d'entrée des Chinois en Europe ? Depuis une loi sur l'immigration votée en 2010, des permis de séjour en Lettonie, et donc dans l'UE, peuvent être attribués aux étrangers qui investissent dans l'économie lettone ou qui y achètent des biens immobiliers.

<http://www.presseurop.eu/fr/content/article/4380911-visas-lettons-pour-investisseurs-chinois>

ELARGISSEMENT : Une deuxième division européenne pour l'Ukraine ?

DE VOLKSKRANT AMSTERDAM

La situation en Ukraine montre qu'une adhésion pleine et entière à l'UE est irréaliste pour le pays, ainsi que pour d'autres comme la Turquie. Si l'UE souhaite maintenir la stabilité géopolitique à ses frontières ainsi que le soutien au sein des pays membres, il vaudrait mieux qu'elle mette en place une adhésion à deux vitesses.

<http://www.presseurop.eu/fr/content/article/4388201-une-deuxieme-division-europeenne-pour-l-ukraine?xtor=RSS-9>

IDÉES : L'Europe, combien de divisions ?

LES ECHOS PARIS

26.02.2014

*La société contre les élites, le Nord contre le Sud, l'Allemagne contre la France, la Grande-Bretagne contre tous les autres : malgré les multiples fractures qui fragilisent l'UE face à la nouvelle marche du monde, il faut continuer de croire en elle, exhorte le politologue **Dominique Moïsi***

Européens, ouvrez les yeux. Vous ne serez plus que **6 % de la population mondiale en 2050**, alors que vous en représentiez 20 % au début du XVIIIème siècle. **Tous ensemble, vous êtes très petits. Pris au sein de vos nations individuelles, vous êtes minuscules ! Même l'Allemagne, le nouveau géant économique et démographique de l'Union, ne représente aujourd'hui que 1 % de l'humanité, et ce sera moins demain.** Au même moment, le continent africain est passé de 180 millions d'habitants en 1950 à plus de 1 milliard aujourd'hui, et sans doute à plus de 2 milliards dans trente-cinq ans. Certes, la démographie n'est pas tout : l'influence de Singapour ne se mesure pas à l'aune de sa population. Mais elle est un facteur important.

Si les Européens ont plus que jamais besoin de l'Union, ce n'est pas seulement parce qu'ils sont comparativement toujours moins nombreux, c'est aussi parce que le monde autour d'eux devient plus incertain.

<http://www.presseurop.eu/fr/content/article/4388451-l-europe-combien-de-divisions?xtor=RSS-9>

Martin Schulz : "Le rôle de Presseurop est essentiel"

L'idée européenne est une grande idée, et pourtant l'Europe souffre. Les Européens sont avides de nouvelles, et pourtant des médias ferment. Les citoyens européens manquent d'information sur l'Europe, et pourtant des sites qui se consacrent à combler cette carence et à nourrir le débat sur les enjeux de notre continent disparaissent.

C'est le triste sort qui semble attendre Presseurop. Fondé en 2009, ce site innovant s'est pourtant frayé un chemin sur la toile de l'information européenne et y a trouvé sans conteste sa place. **Disponible en dix langues et ainsi accessible à plus de 85% des citoyens européens,** il leur permet de prendre le pouls de la presse européenne et mondiale. Se concentrant sur les enjeux européens et les affaires de l'Union européenne, Presseurop n'est pas une tribune des institutions mais offre une analyse critique ainsi qu'une information aussi accessible qu'objective.

ALLEMAGNE : A Berlin, le bitcoin remplace volontiers l'euro

LINKIESTA MILAN

Dans la capitale allemande, de plus en plus de magasins acceptent les paiements avec cette monnaie virtuelle alternative, jusqu'à maintenant principalement utilisée pour les achats en ligne. Elle doit son succès au vaste mouvement de grogne contre les institutions financières qui a suivi la crise, mais aussi à de réels avantages économiques.

<http://www.presseurop.eu/fr/content/article/4074071-berlin-le-bitcoin-remplace-volontiers-l-euro>

26.02.2014

Bitcoin¹ est une monnaie électronique distribuée (crypto-monnaie). Elle permet le transfert d'unités appelées bitcoins à travers le réseau Internet. Les bitcoins ainsi échangés ont vocation à être utilisés en tant que devise monétaire et comme moyen de paiement dans cette devise

Conçu en 2009 par un développeur non identifié utilisant le pseudonyme Satoshi Nakamoto, et se présentant à l'époque comme étant « un Japonais de 37 ans », le protocole a été implémenté pour la première fois par un logiciel écrit par Nakamoto en C++ et publié sous licence libre MIT. Le système a recours à des procédés cryptographiques afin de décentraliser la gestion de la monnaie et ainsi de ne pas dépendre de l'intégrité ou de la compétence d'un émetteur central.

Le symbole monétaire, non officiel, est \square ou \mathbb{B}^2 , et le sigle correspondant est BTC ou XBT.

Merci de bien vouloir signaler toute erreur d'envoi ou demande de désabonnement, par mail, à : jp.villaescusa@assemblee-afe.fr